

Sommaire

PREAMBULE	15
AVERTISSEMENTS	17
INTRODUCTION	19
PARTIE 1 – ELEMENTS D'HISTOIRE DU DROIT DE LA FORET PRIVEE	21
Chapitre 1 – Apports historiques intéressant le droit de la forêt privée	23
PARTIE 2 – ELEMENTS DE POLITIQUE FORESTIERE ET DE PLANIFICATION CONCERNANT LA FORET PRIVEE	37
Chapitre 2 – Champ d'application du Code forestier et Inventaire de la forêt privée	39
I. Champ d'application du Code forestier et quelques définitions	39
II. Inventaire forestier national et Institut national de l'information géographique et forestière (IGN)	41
III. Importance et superficie des forêts privées en France	42
Chapitre 3 – La politique forestière de l'Etat à la région : orientations et schémas de gestion	44
I. Les principes généraux de la législation forestière	45
II. La politique forestière et ses instruments de niveau national	45
III. La politique forestière et ses instruments au niveau régional	48
IV. Coordination de la politique forestière avec les législations protectrices de l'environnement et du patrimoine	50
Chapitre 4 – Le développement forestier à l'échelle des territoires : la forêt privée dans l'économie locale	54
I. Les plans pluriannuels régionaux de développement forestier (PPRDF)	55
II. Les stratégies locales de développement forestier (SLDF)	58
III. Les Chartes forestières de territoire (CFT)	60
IV. Les Plans de développement de massif (PDM)	60
V. Intérêt des propriétaires privés à s'informer des planifications forestières locales	63

Chapitre 5 – Les institutions dédiées aux bois et forêts des particuliers	65
I. Le Centre national de la propriété forestière (CNPF)	66
II. Les Centres régionaux de la propriété forestière (CRPF)	70
III. Les personnels du CNPF et des CRPF	79
IV. Le Service d'utilité forestière (Suf) - Institut de Développement Forestier (IDF)	80
V. Financement du CNPF et des CRPF	81
VI. Les Chambres d'agriculture	82
VII. Les Directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF)	84

PARTIE 3 – CADRE JURIDIQUE DES REGLES DE GESTION FORESTIERE DE LA FORET PRIVEE	87
---	----

Chapitre 6 – Les garanties de gestion durable et la certification forestière	89
I. Origine des concepts de gestion durable des forêts et d'écocertification	89
II. Garanties de gestion durable des forêts privées	90
III. Présomption de gestion durable des forêts privées	91
IV. Certificat de garantie de gestion durable	92
V. Sanction des manquements aux garanties de gestion durable	92
VI. La certification des forêts gérées durablement	92
VII. Les deux systèmes de certification forestière FSC et PEFC	93

Chapitre 7 – Le plan simple de gestion dit « PSG »	97
I. Sur l'obligation d'un plan simple de gestion	97
II. Sur le contenu du plan simple de gestion	104
III. Sur la procédure d'élaboration et d'agrément d'un plan simple de gestion	109

Chapitre 8 – Les autres documents d'aide à la gestion forestière privée	114
I. Généralités et points communs des RTG et CBPS	114
II. Les règlements types de gestion ou « RTG »	115
III. Le code des bonnes pratiques sylvicoles ou « CBPS »	117

Chapitre 9 – Le régime des coupes et des travaux	120
I. Droits et obligations résultant des plans simples de gestion en matière de coupes et travaux	120
II. Le régime d'autorisation administrative (coupes dans les forêts non dotées de PSG)	123
III. Régime d'autorisation de coupe à défaut de gestion durable	126
IV. Coupes illicites et coupes abusives	126
V. Obligation de reconstitution après coupe	128
VI. Tableau récapitulatif des régimes d'autorisation de coupes de bois	130

Chapitre 10 – Le propriétaire particulier et les professionnels de la forêt	135
--	-----

Sous-chapitre 10 (A) - Les services publics et les organismes institutionnels	135
--	-----

I. Les Centres régionaux de la propriété forestière au service de l'information technique et des agréments de documents de gestion	136
--	-----

II. Les services publics de l'Etat chargés des forêts garants du respect des réglementations	138
--	-----

III. Les Chambres d'agriculture en appui du développement local forestier dans les territoires	143
--	-----

Sous-chapitre 10 (B) - Les opérateurs et les prestataires professionnels ..	145
--	-----

I. Les prestataires de services de gestion forestière (les Experts forestiers agréés et les Gestionnaires forestiers professionnels)	145
--	-----

II. les grands opérateurs de la production forestière (les Coopératives, l'ONF)	168
---	-----

III. Les prestataires professionnels de la commercialisation et de l'exploitation des bois (les Exploitants forestiers, les Entrepreneurs de travaux forestiers)	175
--	-----

Chapitre 11 – Les règles de défrichement	191
---	-----

I. Champ d'application de la législation sur les défrichements	191
--	-----

II. Principe et procédure de la demande d'autorisation de défrichement	200
--	-----

III. Contrôles et sanctions des infractions aux règles de défrichement	213
--	-----

PARTIE 4 – REGLES SPECIFIQUES AUX FORETS PRIVEES ASSUJETTIES A DES ENJEUX PARTICULIERS DE PROTECTION	217
---	-----

Chapitre 12 – Forêts privées classées comme forêts de protection	219
---	-----

I. Le classement en forêt de protection	219
---	-----

II. Le régime spécial des forêts de protection	221
--	-----

Chapitre 13 – Forêts privées situées en zone de montagne	226
---	-----

I. Forêts privées montagnardes, pastoralisme et mise en défens	226
--	-----

II. La forêt privée montagnarde face aux risques naturels - Restauration des terrains en montagne dite « RTM »	229
--	-----

III. Prévention des risques naturels et « PPRN »	232
--	-----

IV. Cas particulier des ouvrages et travaux à caractère d'intérêt général ou d'urgence réalisés en montagne	233
---	-----

Chapitre 14 – Forêts privées situées en zone littorale	237
---	-----

I. Forêts privées et littoral océanique – Fixation des dunes	237
--	-----

II. Dispositions spéciales aux dunes du département du Pas-de-Calais	239
--	-----

III. Evolutions des dispositifs en matière de protection et d'aménagement du littoral	240
---	-----

Chapitre 15 – Forêts privées et risque d'incendie	244
I. Mesures DFCI applicables sur l'ensemble du territoire national (« Territoires I »)	246
II. Mesures DFCI applicables aux « bois et forêts classés à risque d'incendie » (« Territoires II »)	256
III. Mesures applicables aux « territoires réputés particulièrement exposés aux risques d'incendie » (« Territoires III »)	259
IV. Servitudes de voirie et obligations de débroussaillage communes aux territoires, bois et forêts exposés aux risques d'incendie (« Territoires IV »)	267
V. Contrôle administratif des obligations de débroussaillage et moyens coercitifs	278
VI. Diverses informations en lien avec la DFCI	281

Chapitre 16 – Forêts privées situées en zones réglementées au titre de l'environnement ou de l'urbanisme	283
I. Forêt privée située dans un parc national	283
II. Forêt privée située dans une réserve naturelle	289
III. Forêt privée concernée par une protection de biotope	296
IV. Forêt privée située dans un site Natura 2000	298
V. Forêt privée située dans un espace ou site protégé par d'autres législations protectrices (sites classés, espaces boisés classés dits EBC)	305

Chapitre 17 – Forêts privées et protection de l'eau	317
I. Principales lois concernant le droit de l'eau depuis vingt ans	317
II. Généralités sur le droit de l'eau du point de vue du forestier	318
III. Les forêts privées riveraines de cours d'eau	320
IV. Les forêts privées situées dans des périmètres de protection de captages d'eau	329
V. Forêts privées et zones humides (ZH)	330
VI. Les forêts privées et la Trame verte et bleue (TVB)	336
VII. Les forêts privées et le « régime loi sur l'eau » (IOTA)	340
VIII. Forêts privées et planification de la gestion des eaux - Travaux à caractère d'intérêt général	343
- Prévention du risque d'inondation	343
IX. Brèves informations sur la police de l'eau et des milieux aquatiques	346

PARTIE 5 – GESTION FONCIERE ET MODES DE REGROUPEMENT DE LA FORET PRIVEE

351

Chapitre 18 – Le droit de propriété de la forêt privée	353
I. Globalités et particularités du droit de propriété de la forêt privée	353
II. Le démembrement du droit de propriété forestière	358
III. La perte du droit de propriété et la prescription acquisitive sur la forêt au bénéfice d'un possesseur tiers	361
IV. Brèves notions sur les actions permettant de faire reconnaître son droit de propriété	363

Chapitre 19 – Limites et bornage de la forêt privée	365
I. Limites de propriété et délimitation entre une forêt privée et les fonds riverains	365
II. Le cadastre et les documents cadastraux	368
III. Le bornage	371
Chapitre 20 – La desserte de la forêt privée et la voirie forestière	374
I. Nécessité de quelques définitions : qu'entend-t-on par « voirie forestière » ?	374
II. Les voies publiques et leurs incidences sur les forêts qui les jouxtent	376
III. La voirie forestière en termes de voies privées (chemins ruraux, chemins d'exploitation, chemins intérieurs)	378
Chapitre 21 – Le regroupement foncier de la propriété forestière privée	387
I. La constitution de Groupements forestiers	387
II. Transformation d'une indivision en groupement forestier	393
III. Les groupements fonciers ruraux (GFR)	398
IV. L'aménagement foncier rural (l'AFAF, les ECIF, la réglementation des boisements)	400
V. Perspectives d'une future Loi d'avenir	418
Chapitre 22 – La gestion ou l'exploitation en commun des forêts privées	419
I. Les associations syndicales de propriétaires (ASP, ASL, ASA, ASCO)	419
II. Les différentes formes d'associations syndicales à objet forestier (AFA-vF, AS-DFCI, ASGF, ASLPPFDG)	431
III. Les regroupements de producteurs-sylviculteurs (OGEFC, OP)	439
Chapitre 23 – La vente ou l'achat d'un bien forestier	448
I. Droits et obligations spécifiques à la mutation d'une propriété forestière	448
II. Le droit de préférence en cas de vente de petites parcelles forestières	453
PARTIE 6 – ECONOMIE ET FISCALITE DES FORETS DES PARTICULIERS	469
Chapitre 24 – Principes d'économie forestière	471
I. Principes d'estimation forestière	471
II. Les sociétés d'épargne forestière (SEF)	485
Chapitre 25 – L'essentiel des aides publiques aux investissements en forêt privée	492
I. Ere post Fonds forestier national	492
II. Le cadrage national des aides publiques à la foresterie en 2013	495
III. Les aides publiques à la foresterie encadrées par l'Union européenne – Fin du cycle 2007-2013 – Perspectives 2014-2020	502

Chapitre 26 – Aperçu des mesures fiscales en faveur de la forêt privée	512
I. La taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB)	513
II. Principes d'imposition sur le revenu sur les produits forestiers	518
III. Mesures fiscales en faveur des propriétaires forestiers en matière d'impôt sur le revenu	522
IV. Imposition des plus-values de cessions des terres à usage forestier ou de peuplements forestiers	528
V. Droits de mutation sur la propriété forestière	530
VI. La taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	536
VII. Perspectives au-delà de 2013	537
 Chapitre 27 – Assurance des forêts privées	538
I. Dispositions relatives à l'assurance des forêts privées	538
II. Le Compte épargne d'assurance pour la forêt (CEAF)	539
 PARTIE 7 – DEFENDRE SA PROPRIETE – SURVEILLANCE – INFRACTIONS FORESTIERES ET DISPOSITIONS PENALES	543
 Chapitre 28 – La cueillette, le ramassage, la randonnée, la circulation en forêt privée	545
I. La cueillette de plantes, fleurs et baies, le prélèvement de produits et le ramassage des champignons	545
II. La randonnée ou la pratique sportive en forêt	548
III. La circulation en forêt	550
 Chapitre 29 – La garderie de sa forêt	555
I. Les différentes catégories d'agents en matière de police de la forêt privée	556
II. Des gardes particuliers pour la forêt privée	563
 Chapitre 30 – Les infractions forestières et leurs sanctions	576
I. Contexte évolutif des polices spéciales de la forêt et de la nature	576
II. Spécificités du droit pénal spécial et des « infractions forestières »	577
III. Tableau récapitulatif des principales infractions forestières dans les forêts privées de France métropolitaine	578
IV. Dispositions relatives aux sanctions et aux peines	588
 CONCLUSION	591

ANNEXES	595
Annexe 1 – Habilitation du gouvernement à procéder à la recodification du Code forestier	597
Annexe 2 – Répertoire des textes récents	599
Annexe 3 – Quelques formulaires administratifs	607
Annexe 4 – Adresses utiles	609
Annexe 5 – Principales revues périodiques sur la forêt	616
Annexe 6 – Ressources bibliographiques	618
Annexe 7 – Bibliographie	619
Annexe 8 – Liste des abréviations, sigles et acronymes	622
Annexe 9 – Glossaire technico-juridique	627